

15-00012

28334

Distr.:  
LIMITEE

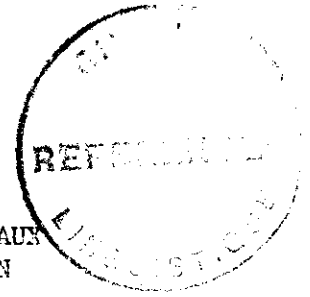
ECA/FCIA.7/INR/WP/3/Add.1  
29 septembre 1982

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE  
(CEA)

ORGANISATION DE L'UNITE  
AFRICAINNE  
(OUA)

ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
(ONUDI)



DIRECTIVES POUR LE LANCEMENT D'ACTIONS PRIORITAIRES AUX NIVEAUX  
NATIONAL ET SOUS-REGIONAL (1982-1984) EN VUE DE LA MISE EN  
OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT  
INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

SUPPLEMENT

RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE D'EXPERTS SUR LES DIRECTIVES POUR LE LANCEMENT  
D'ACTIONS PRIORITAIRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-REGIONAL  
(1982-1984) EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE  
LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE 1/

Addis Abeba, Ethiopie  
22-24 septembre 1982

1/ Le présent document a été reproduit sans avoir été édité.

## Table des matières

CHAPITRE	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	1
I. ORGANISATION DE LA REUNION.....	1
II. EXAMEN DES DIRECTIVES.....	2 - 5

ANNEXE

LISTE DES PARTICIPANTS

## INTRODUCTION

1. La réunion d'experts sur les Directives pour le lancement d'actions prioritaires aux niveaux national et sous-régional en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 25 septembre 1982. La réunion était conjointement organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pour discuter des directives élaborées par les trois secrétariats; le rapport de la réunion et les observations contenues dans ledit rapport seraient par la suite transmis au Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique à sa septième réunion prévue à Kigali (Rwanda) du 24 au 27 novembre 1982.

### I. ORGANISATION DE LA REUNION

2. La réunion avait pour but de rassembler des experts de la région afin d'examiner les directives qui avaient été élaborées par la CEA, l'OUA et l'ONUDI pour le lancement d'actions prioritaires aux niveaux national et sous-régional en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Les experts invités étaient des planificateurs industriels au courant des problèmes de la région et étroitement associés au développement industriel de leur pays.

3. La réunion a été ouverte par M. W.A.J. Okumu, de l'ONUDI qui a brièvement défini l'objet de la réunion et souligné l'importance d'une claire définition des activités aux niveaux national et sous-régional dans la phase préparatoire du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que d'une évaluation des arrangements institutionnels nécessaires. M. V.E. Djomatchoua Toko, Directeur du Département du Développement et de la Coopération Economique de l'OUA a salué les participants à la réunion et souligné l'importance de l'industrie dans le développement de l'Afrique ainsi que la nécessité d'une action efficace. Il a réaffirmé la volonté de son organisation de participer, avec les autres secrétariats, à la mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. M. Rutaiwa (CEA) a attiré l'attention sur le fait que les Directives étaient centrées sur la phase préparatoire du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et a souligné l'approche multisectorielle et pluridisciplinaire qui avait été adoptée lors de l'élaboration des dites directives.

4. Des experts avaient été envoyés par l'Ethiopie et le Kenya. Des représentants de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI ont également participé aux travaux. (Voir annexe I)

5. Les travaux ont été présidés par M. O.O. Olwa.

## II. EXAMEN DES DIRECTIVES

6. Il a été convenu que les discussions seraient menées selon les directives à la différence près, cependant, que le résumé des activités successives menées aux niveaux national et sous-régional serait examiné en dernier lieu. Il a par ailleurs été proposé que lors de la rédaction définitive des directives, le résumé des activités successives apparaisse dans le dernier chapitre du document en raison du fait qu'on ne peut en apprécier le contenu qu'après lecture du document dans sa totalité, le résumé étant un condensé des chapitres précédents.

### Introduction

7. A la suite de l'observation faite suivant laquelle l'introduction devrait insister sur les relations qui existent entre la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les objectifs contenus dans les directives, les experts ont été d'avis que le texte tel qu'il était conçu était tout à fait acceptable.

### Activités préparatoires aux niveaux national et multinational

8. A la suite des exposés introductifs faits par les représentants des secrétariats, et au cours desquels les deux catégories d'industries clés ont été présentées, les experts ont émis des observations sur la convergence d'idées qui existe entre les travaux entrepris dans le cadre de la création de la Zone d'échanges préférentiels et ceux ayant trait à la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Les experts ont confirmé le bien-fondé des idées et des notions développées; ils ont toutefois estimé qu'il serait profitable de définir plus précisément les notions d'industries mécaniques de base et d'industries clés basées sur les ressources naturelles. Les industries mécaniques de base, a-t-on fait savoir, ont été privilégiées en raison du fait qu'elles fournissent également des facteurs à nombre d'industries clés basées sur les ressources naturelles, industries qui n'avaient été que brièvement présentées. On a en outre exprimé l'opinion selon laquelle les industries clés devraient être au début orientées vers la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos: la réalisation de l'autosuffisance dans certains secteurs et la satisfaction des besoins fondamentaux, ainsi que la création d'une base industrielle autonome et auto-entretenu. A cet effet, on a jugé que les industries clés devraient être orientées vers les secteurs prioritaires et ne devraient pas porter sur l'ensemble des secteurs d'activité indiqués dans les directives. Etant donné la diversité des opinions exprimées, il a été convenu d'annexer une définition de deux types d'industries clés et le texte suivant a été adopté :

Par industries mécaniques on entend l'ensemble minimum d'industries mécaniques qui permettraient à un pays ou à un groupe de pays de répondre à ses besoins techniques les plus fondamentaux et d'utiliser au maximum les ressources disponibles pour fournir tant à l'industrie qu'aux autres secteurs prioritaires (agriculture, transport et communications et énergie) de l'équipement, des pièces de rechange et d'autres facteurs.

Par industries clés à base de ressources disponibles on entend les industries utilisant les ressources disponibles sur le plan local et qui constituent un noyau fournissant des facteurs de production de base à l'industrie et aux autres secteurs prioritaires et qui produisent des biens et services destinés à la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

9. S'agissant de l'identification et du choix des industries clés, les experts ont salué le fait que, à propos des mesures à prendre au niveau national, on ait mis l'accent sur le réexamen des modalités et des conditions d'octroi de marchés aux investisseurs étrangers puisque l'indépendance politique devait être complétée par l'indépendance économique. Au cours des débats, l'attention a également été attirée sur la nécessité de revoir, au niveau national, les modalités des contrats régissant la fourniture d'équipement, de pièces de rechange, les brevets et les compétences technologiques en vue de faciliter l'implantation d'industries clés. L'importance de cette activité a été pleinement reconnue; elle n'a toutefois pas été incluse parmi les mesures à prendre au niveau national au cours de la phase préparatoire, puisqu'elle est prévue pour la phase d'exécution (1984-1989).

10. Les participants ont en outre fait remarquer qu'en procédant à une étude critique des industries clés existantes ou des industries susceptibles de servir de base aux industries clés, il importait de ne pas les étudier isolément, mais dans le contexte des sous-secteurs prioritaires.

#### Arrangements institutionnels durant la phase préparatoire

11. Une longue discussion a suivi la désignation du Centre de Liaison Opérationnel étant donné que les experts avaient exprimé leur inquiétude quant à la proposition qui tendrait à établir le Centre au sein du cabinet du Président ou du premier Ministre. Il a été par la suite décidé d'élargir cette proposition de manière à y inclure les Ministres de l'Industrie ou du Plan et de déléguer ainsi les pouvoirs aux Ministères, le principal objectif poursuivi étant l'exécution du programme de la Décennie. Par la même occasion, il a été convenu que l'avant-dernière phrase du paragraphe concernant le centre de liaison opérationnel se lirait comme suit: "L'emplacement du Centre devrait être déterminé de façon à lui permettre d'acquérir plus facilement un caractère multisectoriel et multidisciplinaire et d'exercer également une influence considérable en matière de coordination des politiques".

12. Il a également été convenu que, conformément au Plan d'action de Lagos dans lequel se trouve contenu une note de mise en garde contre la multiplication des institutions, les comités et institutions existants pourraient être utilisés dans la mesure où ils seraient à même de jouer le même rôle que celui qu'on attend des centres de liaison opérationnels ou des comités nationaux de coordination.

13. S'agissant du paragraphe relatif au choix d'un expert recruté sur place et au recrutement d'experts internationaux, il a été convenu de reformuler la phrase introductive de façon à lire "un expert sera recruté sur place par le gouvernement en collaboration avec le Comité inter-secrétariat CEA/OUA/ONUDI. Détaché auprès du Centre de liaison opérationnel, l'expert servira de lien direct avec ce Comité au niveau national et aidera le Gouvernement à établir le Comité national de coordination et à exécuter ses activités durant la phase préparatoire".

14. S'agissant du recrutement d'experts internationaux, il a été déclaré que le membre de phrase ne devrait pas être interprété comme excluant les experts de la région qui disposeraient des qualifications nécessaires permettant de fournir les services requis.

15. En ce qui concerne l'organisation des comités nationaux de coordination, il a été convenu d'en élargir la composition. En conséquence, le paragraphe indiquant la nationalité des représentants a été reformulé et se lit comme suit:

- "1. Cabinet du Président et du premier Ministre, Ministères de l'industrie, du plan, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'énergie, des finances, des transports et communications, de l'enseignement, du commerce ainsi que tout autre ministère compétent".

16. Les arrangements institutionnels relatifs à l'emploi d'experts nationaux ont rencontré l'agrément des experts. Pour ce qui est du paragraphe sur la vulgarisation de la Décennie et du plan national de développement industriel, il a été convenu de la reformuler comme suit:

#### "Réajustement des plans et politiques nationaux de développement industriel

Les plans nationaux ne chercheraient pas seulement un soutien public au profit de la décennie mais s'efforceraient également de susciter une modification dans les programmes et de lancer de nouvelles initiatives. Par ailleurs, le code d'investissement pourrait être révisé et des encouragements suscités conformes aux objectifs du programme de la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique.

#### Vulgarisation de la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique

Les éléments de publicité qui seront préparés par les consultants et fournis aux Etats membres devront être complétés par des documents propres aux conditions du pays concerné. La préparation de ces documents relèverait du comité national et comprendrait la traduction des éléments disponibles dans les langues locales et la préparation d'éléments de publicité fondés sur le plan national de développement industriel réajusté".

17. Le paragraphe relatif à l'organisation des séminaires nationaux a également été approuvé par les experts. A propos des comités sous-régionaux, il a semblé pertinent de rajouter une nouvelle phrase immédiatement après la première phrase du paragraphe G, comme suit: "La création des comités sous-régionaux sera décidée par les organisations intergouvernementales appropriées, ou par les MULPOC au cas où il n'existe pas de telles organisations dans la sous-région considérée".

18. Les experts ont également approuvé les mécanismes institutionnels prévus pour la participation des experts intergouvernementaux, ainsi que la campagne de publicité en vue de vulgariser le programme de la Décennie.

#### Résumé des activités successives aux niveaux national et sous-régional

19. Lors de la discussion de l'ordre à suivre pour les activités au niveau national, les participants sont convenus d'inverser l'ordre des deux premières activités et d'établir le calendrier suivant pour les trois premiers stades :

- 5 -

1. Création d'un Centre de liaison opérationnelle; au plus tard le 1er mars 1983;
2. Désignation d'un expert national, au plus tard au 1er janvier 1983;
3. Création de Comités nationaux de coordination, au plus tard le 1er mars 1983.

20. Il a également été convenu d'étendre aux politiques les activités 8 et 9 prévues au niveau national, comme suit:

- " 8. Adoption, par le gouvernement, du plan national de développement industriel réajusté et des politiques y relatives.
9. Publication par le centre de liaison opérationnel du plan national de développement industriel réajusté et des politiques y relatives".

21. Pour les activités aux niveaux sous-régional et régional, il a été décidé que des représentants du Comité conjoint intersecrétariats CEA/OUA/ONUDI participeraient aux réunions des quatre MULPOC. Celles-ci seraient l'occasion de faire connaître aux organismes sous-régionaux les travaux des trois organisations relatifs au programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et de discuter de la façon dont ces organismes rééligeront leurs programmes et exécuteront les activités liées à l'exécution du programme de la Décennie.

#### Adoption du rapport

22. A sa séance de clôture, les participants ont adopté le rapport et remercié les experts pour leur contribution.

## ANNEXE

## LISTE DES PARTICIPANTS

Experts

- M. R. Hailu                      Chef de la Division des études et de l'évaluation  
des projets  
Ministère de l'industrie  
Addis Abeba
- M. O.O. Olwa                    Economiste principal  
Ministère de la planification et du développement  
économique  
B.P. 30005  
Nairobi (Kenya)

CEA

- M. G. Kimani                    Directeur de la Division mixte CEA/ONUDI de  
l'industrie
- M. F. Rutaiwa                   Chef de la Section du développement industriel  
Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie
- Mme. R. Touré                   Economiste  
Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie
- M. S. Walters                   Economiste  
Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie

OUA

- M. A. Diong                    Chef de la Section de l'industrie et de la  
politique d'industrie
- M. K. Kalengula                Ingénieur
- M. G. Paulos                    Economiste (Industrie)
- M. D.D. Tommy                  Chef par intérim du Département des affaires  
économiques



LISTE DES PARTICIPANTS (Suite)

UNIDO

M. B. Diallo

Spécialiste adjoint du développement industriel  
Groupe de la Coordination du programme de la  
Décennie du développement industriel de l'Afrique

M. P. Lillie

Spécialiste du développement industriel  
Section du développement industriel

M. W.A.J. Okumu

Spécialiste hors classe du développement industriel  
Chef du Groupe de la coordination du programme de  
la Décennie du développement industriel de  
l'Afrique

M. L. Sangaré

Spécialiste hors classe du développement industriel,  
Section de la planification industrielle  
Division des opérations industrielles